

### *Les crédits*

En science et technologie, le budget n'a pas fait mention du défi mexicain, à savoir que le Mexique forme, à l'heure actuelle, quatre fois plus d'ingénieurs et de scientifiques que le Canada.

Le budget n'a pas fait mention non plus de la question des travaux de R-D qui, depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1984, ont en fait diminué. Au Canada, la R-D représente maintenant 1,37 p. 100 du PIB, soit moins que la moitié du niveau atteint chez nos principaux concurrents.

Le fait que 40 p. 100 des Canadiens n'ont pas assez de connaissances en mathématiques et en langue pour pouvoir se débrouiller dans le monde du travail d'aujourd'hui est un autre problème auquel il faut s'attaquer dès maintenant afin d'assurer des jours meilleurs au pays.

Au lieu de dépenser 0.3c. par jour par analphabète, soit moins d'un dollar par année, le gouvernement doit mettre sur pied un programme d'investissement concerté pour réduire de moitié d'ici l'an 2000 le taux d'analphabétisme au Canada. Nous devons nous attaquer—puisque ce budget ne l'a pas fait—au problème généralisé au Canada des étudiants de niveau secondaire qui quittent l'école avant d'avoir terminé leurs études, et ce, dans une proportion de 38 p. 100.

• (1030)

Nous devons établir un lien entre leur situation et la nécessité d'améliorer les programmes de formation et d'apprentissage en collaboration avec l'industrie. Aucun de nos grands problèmes d'ordre économique actuels n'a été traité dans ce budget, pas plus d'ailleurs qu'à n'importe quel autre moment du mandat du gouvernement.

À long terme, il y a bien des choses qu'on pourrait faire pour remédier à la situation, faire reculer le chômage et stimuler la croissance. Nous sommes en faveur d'un vaste programme d'infrastructures prévoyant que chaque ordre de gouvernement, c'est-à-dire les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations municipales, investirait un milliard de dollars par an pendant cinq ans pour financer de grands travaux aussi importants que la construction ou la réfection d'égoûts, de routes et de ponts, les opérations de dépollution et que sais-je encore.

Si le gouvernement actuel pouvait accorder à la petite entreprise, au million de petites et moyennes entreprises du Canada le financement dont elles ont besoin pour surmonter leurs difficultés et si chacune d'elles pouvait embaucher un employé de plus, on aurait 500 000 chômeurs de moins.

Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas attaqué directement à la productivité de notre secteur de la fabrica-

tion qui est à la baisse? Pourquoi n'a-t-il pas souscrit à notre idée de créer un conseil de la productivité manufacturière qui pourrait fournir des services de consultation à nos fabricants, sans mobiliser toute une armée de fonctionnaires et sans entraîner des dépenses publiques?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas adopté le programme ISO 9000 de l'Association des manufacturiers canadiens, qui consiste à collaborer avec l'industrie pour faire appliquer des normes de qualité dans l'ensemble des entreprises canadiennes?

Pourquoi n'a-t-il pas appuyé davantage la création d'un conseil pour l'amélioration de la productivité manufacturière qui, de concert avec nos producteurs du secteur primaire, aurait pris des mesures pour valoriser les emplois au Canada plutôt que d'exporter nos abondantes ressources naturelles ou de créer des emplois à valeur ajoutée à l'étranger?

Bref, le pays a besoin d'une stratégie économique globale et, contrairement à ce qu'on a fait jusqu'ici, il faut mesurer nos politiques financières, monétaires, fiscales, scientifiques et technologiques et nos orientations dans les domaines de la recherche et du développement, de la formation et de l'éducation d'après leur incidence sur notre compétitivité.

Sans cette stratégie économique globale, nous sommes perdus. Nous ne goûterons jamais aux fruits des nouveaux débouchés qui s'offrent à nous et je vais vous dire pourquoi. Comme il ne s'attaque pas aux vrais problèmes qui risquent de compromettre l'avenir du Canada, ce budget, pour reprendre l'expression du whip en chef, est «une honte».

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, je voudrais poursuivre dans le même ordre d'idées que mon collègue en priant tout d'abord le ministre des Finances de croire à ma sympathie.

Il doit se sentir au grand désespoir que son propre protégé, le whip en chef du gouvernement qu'il a soutenu dans sa carrière politique, se soit maintenant libéré de ses chaînes et, faisant écho à tous les Canadiens, ait déclaré que la tentative du ministre des Finances de duper encore une fois les Canadiens était une honte.

J'éprouve aussi de la compassion pour le ministre des Finances qui, à la toute fin du règne conservateur, se voit contraint par ses collègues de faire toutes sortes d'acrobaties pour essayer de camoufler le triste bilan de ce gouvernement.

Malheureusement pour le ministre des Finances, il ne peut pas échapper aux faits. Ces faits, exposés clairement dans un rapport publié ce matin par Statistique Canada, et pas par un groupe de réflexion acheté par les amis du